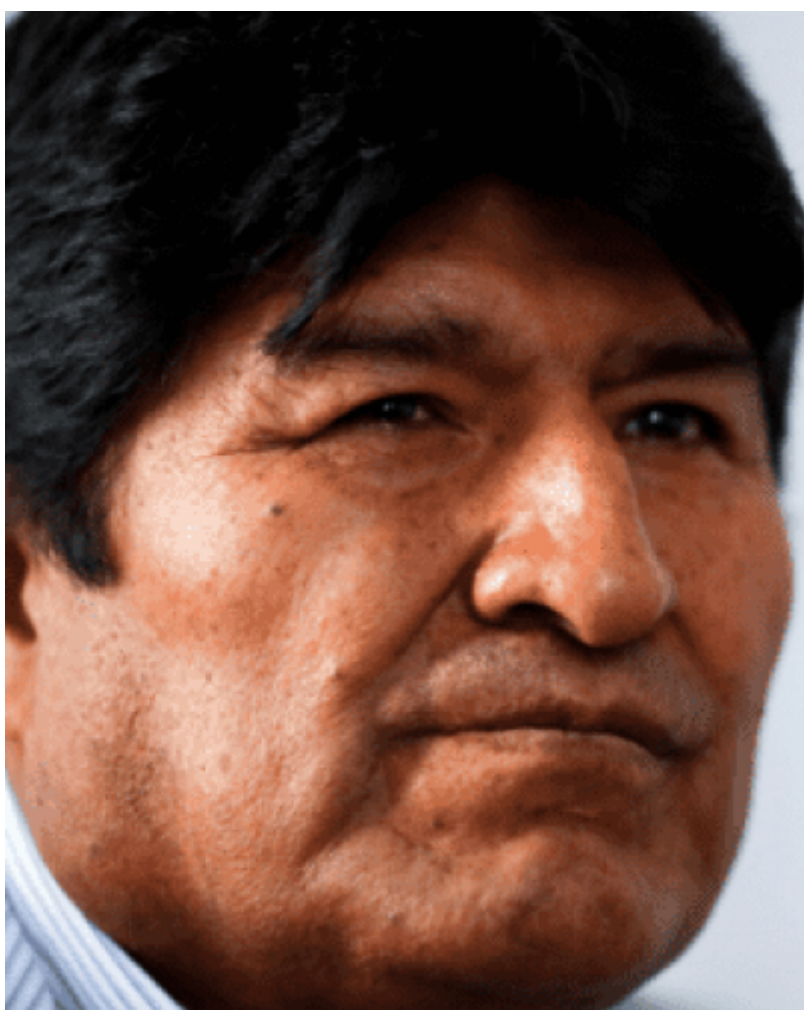


Evo Morales critique l'ajournement des élections en Bolivie



Buenos Aires, 23 juillet (RHC)- L'ancien président de la Bolivie, Evo Morales a critiqué l'ajournement des élections dans son pays au 18 octobre annoncé par le Tribunal Suprême Électoral, TSE, décision qu'il a qualifiée d'illégale et d'inconstitutionnelle.

Le seul organe de l'état qui peut modifier ce délai est l'Assemblée Législative Plurinationale, a écrit Evo Morales sur son compte twitter où il a réaffirmé que l'annonce du TSE a été unilatéral.

Depuis Buenos Aires, où il se trouve comme réfugié politique après le coup d'état contre lui en 2019, le leader indien a dénoncé le fait que le gouvernement de facto veut gagner plus de temps pour continuer la persécution politique contre des dirigeants sociaux et contre des candidats du Mouvement vers le Socialisme, MAS.

Cette entité électorale a justifié l'ajournement, pour la troisième fois, de la tenue des élections avec la crise humanitaire aggravée par la pandémie de Covid-19 dans ce pays.

La consultation était prévue initialement pour le 3 septembre, elle a été reportée au 2 août et puis pour le 6 septembre avant la décision prise maintenant de les organiser le 18 octobre de cette année.

Cependant, depuis plusieurs jours, plusieurs organisations politiques mettent en garde contre le fait qu'il s'agit d'arguties pour prolonger la permanence au pouvoir de la présidente de facto, Jeanine Añez, et d'éviter un éventuel retour au gouvernement du MAS avec le candidat Luis Arce.



Radio Habana Cuba